

Etude réalisée avec le concours du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Thème

ETUDES INTERNATIONALES

FICHE n°3

Sujet : Filière canne au Brésil

Année : [2016]

FICHE n°3

Thème : Etudes internationales

Années : 2016 (ARTB)

***Type
d'études :*** Etude ARTB

Statut :

Référence : 2016PR078

Sujet : Filière canne au Brésil

Sujet :
Filière canne au Brésil

Introduction

Cette mission avait pour objet d'étudier la filière brésilienne de production et transformation de la canne sous tous ses aspects - agronomique, politique et économique - afin d'évaluer son potentiel de développement dans les 3-4 prochaines années.

La mission s'est déroulée sur dix jours, avec trois jours de conférence¹ et des rendez-vous bilatéraux avec des acteurs du secteur : trois usines (Raizen le premier producteur brésilien, Sao Martinho le groupe le plus rentable, et une usine familiale San José do Estiva), des négociants (Biosev et Alvean), des représentants de l'industrie et des planteurs (association et visite d'exploitation), un équipementier (Areva Renewables), un banquier (BNP), un consultant, des représentants de la recherche et l'administration (Ministères de l'énergie et de l'agriculture...).

Un secteur marqué par six années difficiles et un pays en crise

Entre 2005-2006 et 2010-2011, le secteur sucre-énergétique brésilien a connu un fort développement porté par des prix élevés du sucre et les promesses de développement du marché intérieur de l'éthanol : 109 nouvelles usines avaient alors été construites. Depuis, ce développement a été douché par un prix « politique » des carburants fixé à un niveau inférieur à celui des marchés internationaux entre 2011 et 2016 (conduisant à des pertes de 28 Mds USD chez Petrobras), un soutien fiscal fédéral de l'éthanol en repli et des prix du sucre sur les marchés qui ont dévissé depuis leur plus haut de 2011. Dans ce contexte, 56 usines ont été fermées contre seulement 8 ouvertes entre 2011-2012 et 2015-2016. Cela s'est réalisé principalement dans le cadre de restructurations. On constate toutefois qu'entre 2013 et 2015 les surfaces de cannes récoltées ont baissé de 500 kha² soulignant les difficultés actuelles.

En outre, la dette du secteur a connu une véritable explosion : elle était de 8 Mds BRL en 2005-2006, contre 96 Mds de BRL (24 Mds EUR) en 2015-2016 (soit 154 BRL/t de canne). Cette dette est supérieure à un an de chiffre d'affaires de la filière et pèse aujourd'hui sur ses capacités et coûts de financement. D'autre part, avec la forte hausse des taux d'emprunt en Real une large partie de l'industrie a reporté son endettement en USD. Cela réduit ainsi la capacité de la filière à profiter de la baisse du BRL/USD. Concernant les charges de financement, ces dernières ont également connu une importante hausse ces dernières années. Selon la banque brésilienne ITAU, elles pèsent pour 11,9 BRL/T de canne soit environ 88 BRL/T³ (22 EUR) de sucre VHP. En 2012-2013, ces charges étaient de 9,8 BRL/T de canne soit environ 72 BRL/T (18 EUR) de

¹ Pour une cinquantaine d'intervenants.

² Selon l'UNICA, 9,7 M ha ont été récoltés en 2015 contre 10,2 M ha en 2013.

³ Pour un ATR de 130 Kg/T de canne.

sucre VHP. Cette lecture macroéconomique masque des différences importantes entre entreprises : par exemple pour Biosev ces charges étaient de 310 BRL/T de sucre polarisable en 2014-2015, soit 4 US cents/livre, quand elles n'étaient que de 60 BRL pour Sao Martinho, soit 0,8 US cents/livre. La situation est donc extrêmement contrastée selon les entreprises⁴.

D'autant que la crise politique et économique qui frappe le pays vient accroître la tension sur les conditions de financement du secteur. Le Brésil a en effet connu un fort accroissement de sa dette publique (65% du PIB), un ralentissement important de sa croissance (repli du PIB de 3,8 % en 2015, un repli équivalent est attendu en 2016), une perte de valeur du Real (1 USD = 2,7 BRL en 2014 contre 3,5 BRL actuellement) une envolée de l'inflation (10,6 % en 2015) et un accroissement du chômage (9,1 % en 2016). Ajoutons à cela que le pays connaît actuellement une profonde crise politique liée aux scandales de corruptions (Petrobras en particulier) qui ont éclaboussé une large frange de la classe politique brésilienne, et à la procédure de destitution en cours de la présidente Dilma Rousseff pour avoir maquillé les comptes publics.

Dans ce contexte, les conditions de financement de l'économie brésilienne se sont dégradées : la Banque centrale a relevé son taux directeur à 14,25 % pour lutter contre l'inflation, la banque publique d'investissement (BNDES) doit limiter ses encours afin d'accompagner l'effort de rigueur budgétaire, les banques privées brésiliennes se voient également dans l'obligation de limiter leurs prêts avec le ralentissement de l'économie, quand les investisseurs privés étrangers mettent une prime de risque plus élevée pour leurs investissements au Brésil.

Des coûts de production en forte hausse ces dernières années

Selon PECEGE⁵, le coût global de production de sucre (incluant coûts agricoles et industriels) a augmenté de 87 % entre 2007-2008 et 2015-2016. De multiples raisons sont invoquées : stagnation voire régression des rendements (cf. infra), mécanisation, hausse des coûts de fermage, inflation qui pèse sur les salaires et plus récemment la baisse du Real qui augmente le coût des intrants.

Dans le prolongement des travaux de PECEGE, nous estimons que le coût de production opérationnel dans le Centre Sud traditionnel est de 888 BRL par tonne de sucre VHP en 2015-2016. Les deux tiers concernent le coût de production de la canne, ce qui inclue le coût de transport de la canne qui est à la charge du planteur. A ces coûts il faudrait ajouter les coûts financiers qui sont très différents d'une entreprise à l'autre (conf. supra).

Si on ajoute les coûts de transport au port⁶ et de mise à FOB en vrac⁷ (qui représente l'essentiel des exportations brésiliennes), on obtient un coût opérationnel FOB vrac de : 1024 BRL / T de sucre VHP. A un taux de change de 3,5 BRL/USD, cela donne un coût de production de 13,3 cents/livre. A titre de comparaison en France, sur les mêmes bases on estime le coût de production à 17,5 cents/livre.

⁴ Un autre exemple marquant est le groupe Odebrecht Agroindustrial qui à la fin de l'exercice 2014-2015 était endetté à hauteur de 13,5 Mds BRL soit plus de 3 Mds EUR !

⁵ PECEGE est un centre d'étude économique de l'école d'agriculture de PIRACICABA. Ils constituent une référence en la matière.

⁶ Transport Ribeirão Preto au port de Santos pour 95 BRL.

⁷ Qui est égal à 41 BRL/T à un taux de change de 1 USD pour 3,5 BRL.

Ces coûts de production sont des coûts opérationnels, c'est-à-dire hors charges financières.

Stagnation (voire baisse) des rendements : la prise de conscience s'accompagne d'un retour à l'agronomie

Le passage d'un système administré de la filière canne/sucre/éthanol par le gouvernement à un système libéralisé à la fin des années 90, n'a pas été préparé et semble aujourd'hui constituer un frein majeur à l'amélioration de la compétitivité agricole : les rendements n'augmentent plus depuis 10 ans.

C'est d'autant plus problématique que le coût de canne représente les 2/3 du coût de production total du sucre et de l'éthanol. Et on remarque à ce titre que les entreprises les plus rentables sont aussi celles qui sont les plus performantes sur le maillon agricole.

Des éléments conjoncturels peuvent être incriminés tels que le passage rapide à la mécanisation (plantation et récolte) depuis 2010 et la nécessaire courbe d'apprentissage, les problèmes climatiques ou le manque de financement des agriculteurs et des industriels pour replanter plus fréquemment leurs cannes (en 2015 seulement 10 % des surfaces cultivées ont été replantées, quand on estime l'optimum autour de 18 %). Mais il n'en demeure pas moins que des problèmes structurels demeurent, en particulier concernant la recherche sur l'agronomie appliquée.

Les trois principaux centres de recherche agronomique, faute de moyens financiers (notamment publics et interprofessionnels), fonctionnent désormais comme des entreprises privées ayant une obligation de rentabilité : les efforts sont principalement portés sur l'amélioration génétique et la commercialisation de nouvelles variétés. La complexité génétique de la canne n'a pas, pour l'instant, permis d'aboutir en termes de recherche OGM. Les nouvelles techniques (NBT) peuvent paraître plus prometteuses. D'autant que l'amélioration génétique a porté ses fruits : le problème est désormais dans l'expression du potentiel génétique au champ.

Cette recherche agronomique appliquée (amélioration des pratiques culturales, itinéraires techniques, maîtrise des conséquences négatives de la mécanisation, etc.) constitue le principal levier d'amélioration des rendements. Ainsi, du fait des six années de crise, il semble y avoir une prise de conscience du problème, du moins de la part de l'amont et de plusieurs fabricants. Plusieurs projets sont à l'œuvre et pourraient conduire à une reprise de la progression du rendement, parmi lesquels :

- Pré-germination des boutures de canne avant la plantation, cette dernière étant optimisée en n'implantant qu'un rang sur 10 ou 15. Les espaces libres sont laissés sous cultures intermédiaires (légumineuses) ; une fois ces cultures récoltées, la surface libérée est replantée en canne à partir des boutures précédentes arrivées à maturité ;
- Maîtrise de la récolte mécanique (optimum entre quantité de canne récoltée et niveau des impuretés, limitation de la dégradation des cannes), maîtrise du compactage par travail du sol et nouvelles techniques de plantation ;
- Remembrement du parcellaire (topographie, longueur et tracé des rangs par informatique et imagerie satellite, pour limiter l'érosion et optimiser les travaux au champ) ;

- Replantation des pieds de canne morts au sein des parcelles, à terme par détection par drones.

Ces techniques ont toutes pour objectif d'allonger le délai entre deux plantations et ainsi de limiter les coûts de ce poste, qui reste le principal pour le planteur. Avec l'application des nouvelles méthodes déjà existantes, il est déjà possible de réduire le délai d'environ 20%.

Toutefois, cette recherche agronomique appliquée semble se faire de façon non coordonnée, d'une part à l'initiative des industriels du secteur, d'autre part par des planteurs. Une mise en commun des résultats de ces travaux et une diffusion à grande échelle font actuellement défaut. Cela peut s'expliquer par le fait que la majeure partie de la surface en canne est gérée par les usines (70%). En résumé, les clés d'une reprise de la hausse des rendements sont identifiées. En revanche, la mise en œuvre à échelle de la sole cannière risque de prendre du temps et de porter ses fruits sur le moyen terme, une situation exacerbée par le manque de moyens autant du côté agricole qu'industriel.

Politique publique : peu de soutien sur le volet agricole, mais une ambition à confirmer d'accroître la consommation d'éthanol

Le soutien public direct au secteur cannier est relativement modeste et a eu tendance à se réduire avec les problèmes budgétaires du Brésil. Les trois lignes budgétaires qui existent portent sur des financements bonifiés pour l'innovation technique, le renouvellement de la canne et le stockage de l'éthanol.

Le réel soutien au secteur passe par la politique éthanol. Le gouvernement fédéral utilise actuellement 3 leviers pour piloter la consommation intérieure d'éthanol :

- la fixation du prix de l'essence qui est (enfin) supérieur au marché mondial, et ceci depuis 2015 ;
- le seuil réglementaire d'incorporation de l'éthanol anhydre dans les essences, porté récemment à 27,5 % ;
- une politique fiscale différenciée entre l'essence et l'éthanol.

Concernant le taux d'incorporation réglementaire de l'éthanol anhydre il semble que l'on soit au maximum de ce que souhaite faire le gouvernement avec 27,5%, bien qu'il soit techniquement possible d'aller à 30. Concernant le volet fiscal, il semble que ce soit désormais au niveau des états fédérés que l'optimisation puisse se faire, mais les Etats producteurs ont déjà fait un grand pas.

Toutefois, lors de la COP 21 le gouvernement brésilien a indiqué vouloir doubler la consommation d'éthanol à l'horizon 2030 à 500 millions d'hectolitres. Cette orientation n'est pas motivée que par des considérations environnementales : il est d'ores et déjà identifié un déficit croissant du Brésil en essences pour la décennie à venir, qui nécessitera soit d'importer des volumes croissants d'essence soit de recourir à davantage d'éthanol dans le mix carburants. Or, les capacités brésiliennes de raffinage sont saturées et aucun investissement n'est prévu dans ce secteur. Par ailleurs, la logistique d'importation de produits pétroliers est un goulot d'étranglement et nécessiterait là aussi des investissements.

Ceci étant dit, la politique actuelle de soutien à l'éthanol est insuffisante pour conduire à une telle augmentation de la consommation.

Ralentissement des investissements pour la vente de bioélectricité

Curieusement le soutien public à l'électricité issue de biomasse est relativement faible. S'il y a eu un développement certain ces dernières années, il a été plus modéré qu'attendu en particulier en raison d'un soutien plus significatif envers l'hydroélectricité. Bien que 177 sur 389⁸ usines seraient reliées au réseau et en capacité d'exporter de l'électricité les volumes réellement vendus sont relativement modestes. Selon PECEGE, il n'y aurait même eu en 2014-2015 que 14,5 % des entreprises qui auraient vendu de l'électricité sur le réseau. Le potentiel non exploité est encore important.

D'autant que les prix d'achat spot de l'électricité (près de 25 % des ventes du secteur) ont fortement diminué depuis le mois de septembre 2015, décourageant une poursuite active des investissements en particuliers pour les usines déjà en fonctionnement.

Pour permettre une reprise des investissements et exploiter le potentiel énergétique des bagasses et feuilles, il faudrait que les conditions économiques d'achat de l'électricité soient nettement. D'autant que les difficultés de financement du secteur pèsent également sur ce type d'investissement.

Logistique : une concurrence avec les grains qui pourrait être amoindrie dans les prochaines années

Il y a actuellement une forte concurrence dans les ports de Santos et Paranaguà entre les grains et le sucre pour l'accès aux terminaux. Si la problématique est particulièrement aigue cette année, plusieurs investissements en cours de réalisation devraient permettre à court terme de fluidifier les flux. Globalement, les opérateurs ne sont pas inquiets quant à cette problématique pour les années qui viennent.

Les projets de pipeline pour acheminer l'éthanol vers Santos semblent avoir été mal réalisés et fonctionnent bien en deçà de leur capacité. Mais cela n'est pas réellement un problème actuellement, puisque le marché export n'a plus d'intérêt grâce au soutien gouvernemental à la filière sur le territoire domestique.

Flexibilité sucre/éthanol : bien moindre que par le passé

En 2011-2012, la moitié de la canne avait été transformée en sucre. Depuis lors, le curseur s'est constamment déplacé vers l'éthanol pour atteindre 59 % en 2015-2016.

Il semble que la flexibilité moyenne de production des usines se soit déplacée vers plus d'éthanol et moins de sucre : d'une part, la majorité des usines qui ont fermé étaient réellement mixtes quand les nouvelles sont très orientées éthanol (en particuliers dans les zones d'expansion, conf. Odebrecht), d'autre part, la flexibilité technique est rigidifiée une utilisation maximum des capacités industrielles. Enfin et surtout, flexibilité technique ne veut pas dire flexibilité économique et actuellement il existe une certaine inclination pour l'éthanol pour des questions de trésorerie :

⁸ Dont 354 en fonctionnement.

- Le sucre, à l'export surtout, est réglé tardivement ; en situation de manque de trésorerie, ce point est réellement problématique.
- L'éthanol anhydre est soumis à contrat, avec le même problème que le sucre en termes de délai de paiement.
- Mais l'éthanol hydraté, sur le marché local, est payé presque immédiatement. Il est donc très largement préféré en cas de manque de trésorerie, ce qui est quasiment généralisé actuellement dans le pays.

Cette année, compte-tenu d'un prix du sucre plus rémunérateur que l'éthanol, le Brésil devrait produire un record de 35-38 Mt de sucre (contre 31,2 Mt en 2015-2016). Ce niveau résulte à la fois d'une récolte record de canne annoncée et d'une allocation de la canne vers le sucre de 43-45 %. En l'absence d'investissements dans les capacités de cristallisation, ce niveau semble actuellement être maximal.

Conclusion générale

L'exercice 2015-2016 a permis aux groupes raisonnablement endettés de dégager à nouveau quelques profits nets et les conditions commerciales pour l'exercice 2016-2017 devraient permettre de prolonger cette reprise. Toutefois l'ensemble du secteur reste groggy par un endettement élevé et une faible visibilité quant à la politique énergétique du pays. La plupart des acteurs rencontrés indiquent que cela devrait freiner l'initiation de nouveaux projets (greenfield) au moins pour les 2-3 prochaines années. Le scénario qui fait le plus consensus est un secteur qui va chercher à se recapitaliser tout en opérant une recomposition et consolidation en interne (brownfield). Il reste des groupes en très bonne santé financière (1/4 de la production) dont la stratégie de développement est à suivre dans les prochaines années. Il y a également un autre quart de la capacité de production en difficulté (dont beaucoup de petites entreprises, plus de 100) qui constitue une cible privilégiée pour des acquisitions par des opérateurs du secteur ou de nouveaux entrants (groupes asiatiques par exemple).

On peut donc estimer que le potentiel de production du sucre sera proche de son maximum en 2016-2017. En cas de maintien de l'attractivité du sucre vis-à-vis de l'éthanol, la production de sucre ne devrait croître que modérément dans les années 2-3 ans. Au-delà les leviers d'une hausse significative de la production résident dans une restructuration industrielle et l'optimisation des approvisionnements en canne grâce à l'amélioration des itinéraires techniques, parent pauvre de la filière.

Mais la situation actuelle de profond trouble micro et macroéconomique peut rapidement évoluer. D'une part, la filière commence à regagner de l'argent. D'autre part, le Brésil est un habitué des rebonds économiques. Enfin, il suffirait qu'un nouveau gouvernement offre des gages de visibilité sur la filière éthanol pour les années à venir pour que les investissements reprennent. Les projets sont tous dans les cartons. Toutefois, si un tel mouvement devait se réopérer ce serait de manière plus précautionneuse qu'il y a quelques années.